

questions relatives à la sécurité et au contrôle de l'extraction minière et des mines abandonnées relèvent de la compétence de la province intéressée. L'incendie du terril de Springhill en Nouvelle-Écosse dure depuis un certain nombre d'années et le ministère des Mines de cette province poursuit activement une enquête afin de trouver les moyens d'enrayer l'incendie et la pollution par la fumée. Le gouvernement fédéral est prêt, si on le lui demande, à fournir des conseils d'ordre technique dans ce domaine de responsabilité provinciale.

**M. Coates:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Si ce domaine n'est pas du ressort des représentants fédéraux, pourquoi les fonctionnaires du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources sont-ils allés à Springhill pour étudier la chose? En vertu de quel principe ont-ils agi ainsi et pour quelle raison?

**M. Orange:** Monsieur l'Orateur, j'imagine qu'ils y ont été invités par le ministère provincial des Mines.

**M. Coates:** Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre suppléant dirait-il à la Chambre si la pollution de l'air relève du gouvernement fédéral?

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

### EXPO '67

#### QUESTION RELATIVE À LA VENTE D'EXPO-EXPRESS

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce, j'aimerais poser une question au ministre d'État, le député de Saskatoon-Humboldt. Il y a dix jours environ, j'ai demandé au ministre de renseigner la Chambre sur les mesures prises pour protéger les intérêts de la ville d'Edmonton en ce qui a trait à la vente de l'Expo-Express. Or le temps passe. Le ministre peut-il nous dire au juste ce qu'on a fait? Quelle décision a-t-on prise au sujet de la vente publique de l'équipement faisant partie de l'Expo-Express?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État):** Monsieur l'Orateur, rien n'a changé depuis. Les entretiens se poursuivent entre les parties en cause. Le ministre peut me croire, on tiendra compte des intérêts légitimes de toutes les parties.

**M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre):** Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire à poser. Dans ce cas-ci, l'offre la

plus élevée sera-t-elle acceptée pour l'Expo-Express?

**L'hon. M. Lang:** L'offre la plus élevée a effectivement été acceptée dans le cas de l'Expo-Express.

**L'hon. M. Lambert:** De quel soumissionnaire?

### LES TRANSPORTS AÉRIENS

#### LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—L'INSTALLATION DE DISPOSITIFS DE GUIDAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Bruce Howard (Okanagan Boundary):** Monsieur l'Orateur, je veux poser une question au ministre suppléant des Transports. Vu la récente perte d'un nouvel avion, qui porte le total des pertes dans le Sud de la Colombie-Britannique à 45 avions en dix ans, le ministre envisage-t-il d'exiger l'installation d'un dispositif de guidage dans les avions survolant le Sud de la Colombie-Britannique?

**L'hon. James Richardson (ministre d'État):** Monsieur l'Orateur, je partage la préoccupation du député en la matière. Le ministère, d'une façon générale, voit d'un bon œil de tels dispositifs de sécurité, mais cet appareil de recherche et de sauvetage n'est pas reconnu par bien des gens, outre qu'il est coûteux. Voilà pourquoi on hésite à le prescrire.

**M. Howard:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre suppléant sait-il qu'on peut acheter ce dispositif pour moins de \$200?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. George Valade (Sainte-Marie):** Monsieur l'Orateur, je veux poser une question supplémentaire à celle du préopinant. Le ministre peut-il nous confier si la nouvelle voulant que le ministre des Transports se propose de modifier les normes de service aux aéroports de Dorval et de Malton reflète la politique du gouvernement?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député ne peut pas demander à un ministre de confirmer ou de réfuter de telles nouvelles.

### LES AFFAIRES INDIENNES

#### COLOMBIE-BRITANNIQUE—LA PUBLICATION DE LA LISTE DES ASSISTÉS SOCIAUX

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Monsieur l'Orateur, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien pourrait-il